

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2020/40632]

**13 MARS 2020. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 dans l'Enseignement supérieur, l'Enseignement de Promotion sociale, l'Aide à la jeunesse, les Maisons de justice, la Jeunesse et les Sports**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi sanitaire du 1<sup>er</sup> septembre 1945, l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> ;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 5, § 1<sup>er</sup>, I, 8<sup>o</sup> ;

Vu le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale ;

Vu le décret spécial du 3 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, l'article 3, 6<sup>o</sup>, e) ;

Vu le décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française, notamment les articles 11 à 13 ;

Vu le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, notamment les articles 10 à 13, et 76, alinéa 1<sup>er</sup> ;

Vu le décret du 13 octobre 2016 relatif à l'agrément et au subventionnement des partenaires apportant de l'aide aux justiciables ;

Vu le décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention de l'Aide à la jeunesse et de la protection de la Jeunesse ;

Considérant les concertations entre les Gouvernements des entités fédérées et les autorités fédérales compétentes, au sein du Conseil National de Sécurité qui s'est réuni les 10 et 12 mars 2020 ;

Considérant la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales du 4 novembre 1950, en particulier ses articles 2 et 11.2 ;

Considérant le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels fait à New York le 19 décembre 1966, l'article 12, 2<sup>o</sup>, c) ;

Considérant l'article 26 de la Constitution ;

Considérant l'article 191 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne qui consacre le principe de précaution dans le cadre de la gestion d'une crise sanitaire internationale et de la préparation active à la potentialité de ces crises ; que ce principe implique que lorsqu'un risque grave présente une forte probabilité de se réaliser, il revient aux autorités publiques d'adopter des mesures urgentes et provisoires ;

Considérant la déclaration de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) de l'urgence de santé publique de portée internationale (USPPI) en date du 30 janvier 2020 ;

Considérant la qualification par l'OMS du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020 ;

Considérant la déclaration de l'OMS sur les caractéristiques du coronavirus COVID-19, en particulier sur sa forte contagiosité, son risque de mortalité et le nombre de cas détectés ;

Considérant la propagation du coronavirus COVID-19 sur le territoire européen, et en Belgique ;

Considérant l'urgence motivée par le risque sanitaire que présente le coronavirus COVID-19 pour la population, sa forte contagiosité, son risque de mortalité et le nombre de cas détectés ;

Considérant le danger lié à ce virus, particulièrement pour les personnes vulnérables et sa période d'incubation longue ;

Considérant que le coronavirus COVID-19 est une maladie infectieuse qui touche généralement les poumons et les voies respiratoires ;

Considérant que le coronavirus COVID-19 semble se transmettre d'un individu à un autre, par voie aérienne ; que la transmission de la maladie semble s'opérer par tous les modes possibles d'émission par la bouche et le nez ;

Considérant les avis des 10 et 12 mars 2020 du Risk Assessment Group et du Risk Management Group, qui recommandent les mesures qui sont énoncées par le présent arrêté ;

Considérant que, compte tenu de ce qui précède, les rassemblements dans des lieux clos et couverts, mais également en plein air constituent un danger particulier pour la santé publique et doivent par conséquent être limités ;

Considérant qu'il est nécessaire, afin de ralentir et limiter la propagation du virus, d'ordonner immédiatement les mesures préconisées qui s'avèrent indispensables sur le plan de la santé publique ;

Considérant que les mesures permettent également de donner aux systèmes de santé le temps indispensable pour se préparer et aux chercheurs, plus de temps pour trouver des traitements efficaces et mettre au point des vaccins ;

Considérant que le danger s'étend au territoire de l'ensemble du pays ; qu'il est dans l'intérêt général qu'il existe une cohérence dans la prise des mesures pour maintenir l'ordre public, afin de maximaliser leur efficacité ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sein des Universités, des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des Etablissements d'enseignement de promotion sociale, les activités d'apprentissage sont organisées à distance du 14 mars au 3 avril 2020 inclus.

Si les activités d'apprentissage en présentiel ne peuvent pas être organisées à distance, elles sont suspendues durant la période visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 2.** Les stages sont maintenus et relèvent de la responsabilité du lieu d'accueil du stagiaire.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Sont interdites du 14 mars au 3 avril 2020 inclus, les activités organisées par les organisations de jeunesse, les centres et les maisons de jeunes.

§ 2. Sont autorisées du 14 mars au 3 avril 2020 inclus, les activités de nature culturelle, sociale, festive, folklorique, sportive et récréative organisées à l'intérieur des institutions publiques de protection de la jeunesse, du centre communautaire pour mineurs dessaisis, et des organismes agréés en application du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention de l'Aide à la jeunesse et de la protection de la Jeunesse, lorsqu'il n'y a pas de contact avec un tiers extérieur à ladite institution ou audit organisme.

§ 3. Les services agréés en application du décret du 13 octobre 2016 relatif à l'agrément et au subventionnement des partenaires apportant de l'aide aux justiciables continuent à exercer leurs missions.

**Art. 4.** Sont fermés au public dans le cadre d'une pratique sportive, de compétition ou d'entraînement, du 14 mars au 3 avril 2020 inclus, les infrastructures à vocation sportive intérieure et extérieure. Toutefois, quatre centres sportifs de la Communauté française sont autorisés à permettre l'accès de leurs installations sportives aux sportifs disposant du statut de sportif de haut niveau en application des articles 11 à 13 du décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française.

La Ministre ayant les Sports dans ses attributions détermine les modalités et conditions de l'accès à ces infrastructures par voie de circulaire.

**Art. 5.** Le présent arrêté entre en vigueur le 14 mars 2020.

Bruxelles, le 13 mars 2020.

Le Ministre-Président,  
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique,  
de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,  
Fr. DAERDEN

La Vice-Présidente, Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des femmes,  
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,  
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,  
V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,  
C. DESIR

VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2020/40632]

#### **13 MAART 2020. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap inzake noodmaatregelen ter beperking van de verspreiding van het coronavirus COVID-19 in het Hoger onderwijs, het Onderwijs voor sociale promotie, de Hulpverlening aan de jeugd, de Justitiehuzen, de Jeugd en de Sport**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de Gezondheidswet van 1 september 1945, artikel 1, 1° ;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 3, § 1, eerste lid;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 5, § 1, I, 8° ;

Gelet op het decreet van 16 april 1991 tot organisatie van het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het bijzonder decreet van 3 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie wordt overgedragen, artikel 3, 6°, e) ;

Gelet op het decreet van 8 december 2006 houdende organisatie en subsidiëring van de sport in de Franse Gemeenschap, inzonderheid op de artikelen 11 tot en met 13 ;

Gelet op het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, inzonderheid op de artikelen 10 tot 13 en 76, lid 1;

Gelet op het decreet van 13 oktober 2016 betreffende de erkenning en de subsidiëring van partners die hulp verlenen aan rechtzoekenden;

Gelet op het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming;

Overwegende het meervoudig overleg tussen de Regeringen van de deelstaten en de bevoegde federale overheden, binnen de Nationale Veiligheidsraad die op 10 en 12 maart 2020 is bijeengekomen;

Overwegende het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden van 4 november 1950, inzonderheid op de artikelen 2 en 11.2;

Overwegende het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten, gesloten te New York op 19 december 1966, artikel 12, 2°, c);

Overwegende artikel 26 van de Grondwet;

Overwegende artikel 191 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, waarin het voorzorgsbeginsel is vastgelegd bij het beheer van een internationale gezondheids crisis en de actieve voorbereiding op het ontstaan en de verspreiding van dergelijke crises; dat dit beginsel inhoudt dat wanneer een ernstig risico zeer waarschijnlijk is, het de overheid toekomt om dringende en voorlopige maatregelen te nemen;

Overwegende de afkondiging van de Wereldgezondheidsorganisatie (WHO) van 30 januari 2020 van een internationale noodsituatie voor de volksgezondheid (PHEIC);

Overwegende de kwalificatie door de WHO van het coronavirus COVID-19 als een pandemie op 11 maart 2020;

Overwegende de verklaring van de WHO over de kenmerken van het coronavirus COVID-19, inzonderheid de hoge besmettelijkheid, het sterfterisico en het aantal opgespoorde gevallen;

Overwegende de verspreiding van het coronavirus COVID-19 op het Europese grondgebied, en in België;

Overwegende de hoge dringendheid voortvloeiend uit de impact van het coronavirus COVID-19 voor de bevolking, de hoge besmettelijkheid ervan, het risico op sterfte en het aantal opgespoorde gevallen;

Overwegende het gevaar dat aan dit virus verbonden is, inzonderheid voor kwetsbare personen, en de lange incubatietijd ervan;

Overwegende dat het coronavirus COVID-19 een besmettelijke ziekte is die over het algemeen de longen en de luchtwegen aantast;

Overwegende dat het coronavirus COVID-19 lijkt te worden overgedragen van het ene individu op het andere, via de lucht; dat de overdracht van de ziekte plaats lijkt te vinden via alle mogelijke vormen van emissie via de mond en de neus;

Overwegende de adviezen van 10 en 12 maart 2020 van de Risk Assessment Group (RAG) en van de Risk Management Group (RMG), die de in dit besluit genoemde maatregelen aanbevelen;

Overwegende dat, rekening houdend met het bovenstaande, bijeenkomsten in gesloten en bedekte ruimten, maar ook in de open lucht, een bijzonder gevaar voor de volksgezondheid inhouden en daarom beperkt moeten worden;

Overwegende dat het noodzakelijk is om, teneinde de verspreiding van het virus te vertragen en te beperken, onmiddellijk de aanbevolen maatregelen te nemen die uit het oogpunt van de volksgezondheid onontbeerlijk blijken te zijn ;

Overwegende dat de maatregelen ook de gezondheidsstelsels de nodige tijd geven om zich voor te bereiden en de onderzoekers meer tijd geven om doeltreffende behandelingen te vinden en vaccins te ontwikkelen;

Overwegende dat het gevaar zich uitstrekt tot het gehele grondgebied van het land; dat het in het algemeen belang is dat er samenhang bestaat bij het nemen van maatregelen ter handhaving van de openbare orde, teneinde de doeltreffendheid ervan te maximaliseren ;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuizen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel ;

Na overleg,

Besluit :

**Artikel 1.** Binnen universiteiten, hogescholen, hogere kunstschole en onderwijsinstellingen voor sociale promotie worden van 14 maart tot en met 3 april 2020 leeractiviteiten op afstand georganiseerd.

Indien de leeractiviteiten de presentie vereisen en niet op afstand kunnen worden georganiseerd, worden zij tijdens de in lid 1 bedoelde periode opgeschort.

**Art. 2.** De stages worden behouden en vallen onder de verantwoordelijkheid van de plaats waar de stagiair wordt ontvangen.

**Art. 3.** § 1. Activiteiten die worden georganiseerd door jeugdorganisaties, jeugdcentra en jeugdhuisen zijn verboden van 14 maart tot en met 3 april 2020.

§ 2 Activiteiten van culturele, sociale, feestelijke, folkloristische, sportieve en recreatieve aard die worden georganiseerd binnen de openbare instellingen voor jeugdbescherming, het gemeenschapscentrum voor uithandengegeven minderjarigen, en de instellingen erkend met toepassing van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, zijn toegestaan van 14 maart tot en met 3 april 2020, wanneer er geen contact is met een derde partij buiten die instelling of dat orgaan.

§ 3 De diensten die zijn erkend met toepassing van het decreet van 13 oktober 2016 betreffende de erkenning en de subsidiëring van partners die hulp verlenen aan rechtzoekenden, voeren hun opdrachten verder uit.

**Art. 4.** Van 14 maart tot en met 3 april 2020 zijn binnen- en buitensportfaciliteiten gesloten voor het publiek met het oog op sport, competitie of training. Vier sportcentra in de Franse Gemeenschap zijn echter gemachtigd om erkende topsporters toegang te verlenen tot hun sportfaciliteiten op grond van de artikelen 11 tot en met 13 van het decreet van 8 december 2006 houdende organisatie en subsidiëring van de sport in de Franse Gemeenschap .

De Minister die verantwoordelijk is voor Sport bepaalt de voorwaarden voor toegang tot deze faciliteiten door middel van een omzendbrief.

**Art. 5.** Dit besluit treedt in werking op 14 maart 2020.

Brussel, 13 maart 2020.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,  
Gelijke Kansen en belast met het toezicht op "Wallonie-Bruxelles Enseignement",

Fr. DAERDEN

De Vice-Présidente, Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie,  
Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuizen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2020/201263]

**29 AOUT 2019. — Arrêté ministériel portant transfert de crédits entre les programmes 05 et 07 de la division organique 12 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2019**

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports,

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, notamment l'article 26;

Vu le décret du 30 novembre 2018 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2019, notamment l'article 130;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 août 2019;